Misión Permanente de Cuba ante las Naciones Unidas

Vérifier au prononcé

ALLOCUTION DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, SON EXCELLENCE BRUNO RODRÍGUEZ PARRILLA

DÉBAT GÉNÉRAL DE LA SOIXANTE-QUATRIÈME SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU

New York, le 28 Septembre 2009

Monsieur le Président,

Je souhaite vous féliciter de votre élection et vous confirmer notre confiance en votre capacité pour conduire avec certitude nos travaux et délibérations.

Je voudrais reconnaître également l'excellente gestion du père Miguel D'Escoto, Président de la session conclue récemment. La dimension étique et la portée politique de sa présidence nous ont fait avancer dans le but de rendre à cette Assemblée tous ces pouvoirs et elles constitueront à l'avenir une référence obligée. Avec son exemple, est apparu plus clair que réformer les Nations Unies est synonyme de les démocratiser et les rapprocher des peuples.

Depuis la tenue du débat général voilà un an, des événements significatifs se sont produits sur la scène internationale. Le changement climatique est plus perceptible et dangereux. La crise économique a acquis un caractère intense et mondial. L'exclusion sociale a augmenté.

Cependant, face au changement de gouvernement à Washington la communauté internationale a réagit avec un profond optimisme. Une étape d'agressivité extrême, d'unilatéralisme et d'arrogance dans la politique étrangère de ce pays semblait prendre fin et l'infâme héritage du régime de George W. Bush restait plongé dans la répudiation.

Tel qu'il a pu être perçu dans cette même salle, l'allocution nouvelle et conciliante de la Maison Blanche suscite des grands espoirs et ses messages réitérés de changement, de dialogue et de coopération ont été les bienvenus. Malheureusement, le temps s'écoule et le discours ne semble pas être basé sur des faits concrets. Le discours et la réalité ne coïncident pas.

L'incertitude sur la capacité réelle des autorités actuelles à Washington de surmonter les courants politiques et idéologiques, qui sous le mandat précédent ont menacé le monde, est le fait le plus grave et dangereux de cette nouvelle situation.

Les forces néoconservatrices, qui ont mené George Bush à la présidence, promotrices de l'utilisation de la force et de la domination, sous la protection de l'énorme puissance militaire et économique étasunienne ; responsables de crimes qui comprennent la torture, l'assassinat et la manipulation du peuple nord-américain, se sont regroupé rapidement et gardent d'immenses rênes de pouvoir et d'influence contraires au changement annoncé.

Le centre de détention et de torture de la Base navale de Guantánamo, qui usurpe du territoire cubain, n'a pas été fermé. Le retrait des troupes d'occupation en Irak ne s'est pas produit. La guerre en Afghanistan s'étend et menace d'autres États.

Dans le cas de Cuba, elle a enduré l'agression des Etats-Unis pendant un demi-siècle, le nouveau gouvernement a annoncé au mois d'avril dernier des mesures visant à supprimer certaines des actions les plus brutales du gouvernement de George W. Bush qui interdisaient les liens des cubains résidant aux Etats-Unis avec leurs familles à Cuba, notamment, la possibilité de leur rendre visite et de leur faire parvenir des transferts financiers sans restrictions. Ces mesures constituent un pas positif mais extrêmement limité et insuffisant.

L'annonce a inclus l'autorisation pour que des sociétés américaines réalisent certaines opérations de télécommunications avec Cuba, cependant d'autres restrictions qui empêchent sa mise en œuvre n'ont pas été modifiées. Il n'y a pas non plus de signes indiquant que le gouvernement nord-américain s'apprête à mettre fin à la pratique immorale, répandue ces derniers jours, de dérober de fonds cubains gelés dans des banques nord-américaines ainsi que d'autres biens sous la protection d'ordres de juges vénaux qui violent leurs propres lois.

L'essentiel est que le blocus économique, commercial et financier contre Cuba demeure intact.

Le président des Etats-Unis, malgré l'existence de lois comme la Helms-Burton, possède des facultés exécutives étendues, tels que les licences, pouvant par leur biais modifier l'application du blocus.

S'il exista une véritable volonté de changement, le gouvernement nord-américain pourrait autoriser l'exportation de biens et de services cubains aux Etats-Unis et des Etats-Unis à Cuba.

Il pourrait permettre à Cuba d'acquérir partout dans le monde des produits contenant plus de 10% de composantes ou de technologie des Etats-Unis, indépendamment de sa marque ou de son origine.

Le Département du Trésor pourrait s'abstenir de traquer, geler et confisquer les transferts, en dollars états-uniens et en autres monnaies, de pays tiers, adressés à des organismes et des citoyens cubains.

Washington pourrait suspendre l'interdiction à des navires de pays tiers d'accoster à des ports des Etats-Unis jusqu'à 180 jours après être passé par un port cubain.

Il pourrait également suspendre la traque de la part du Département du Trésor des sociétés et des institutions financières qui font du commerce et opèrent avec Cuba.

Le Président Obama pourrait permettre aux citoyens américains, grâce à de licences, de se rendre à Cuba, le seul pays au monde qui leur interdit de visiter.

Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies adressé à cette Assemblée contient suffisamment d'exemples. En 2009, de nombreuses actions visant à infliger d'amendes, confisquer et entraver des transactions cubaines et des pays tiers vers Cuba ont été enregistrés.

Selon des informations du Département du Trésor, dès janvier de cette année, quasi la moitié de l'argent recouvré par le Bureau de contrôle des Actifs étrangers (OFAC), venait des sanctions imposées à des sociétés américaines et étrangères à cause de prétendues violations du blocus économique contre Cuba.

Le fait certain et incontestable est que le nouveau gouvernement des Etats-Unis continu de faire la sourde oreille à la réclamation accablante de la communauté internationale, exprimée année après année dans cette Assemblée générale demandant de mettre fin au blocus contre Cuba.

Voilà deux semaines, le président Obama a notifié les Secrétaires d'État et du Trésor, à l'encontre de ce qui est reflété par tous les sondages des nord-américains, qu' « il est de l'intérêt national » de maintenir les sanctions économiques contre Cuba conformément à la Loi de Commerce avec l'ennemi, adoptée en 1917 pour faire face à des situations de guerre et qui n'est appliquée qu'à Cuba.

Le blocus des Etats-Unis contre Cuba constitue un acte d'agression unilatérale qui doit prendre fin de façon unilatérale.

Depuis de nombreuses années, Cuba a exprimé sa disposition à normaliser les relations avec les Etats-Unis.

Le premier août dernier, le Président Raúl Castro a réitéré publiquement la disposition de Cuba de soutenir avec les Etats-Unis un dialogue respectueux, entre égaux, sans la moindre offense à notre indépendance, à notre souveraineté et à notre autodétermination. Il a souligné que nous devons respecter mutuellement nos différences et que nous ne reconnaissons pas au gouvernement de ce pays, ni à aucun autre ni à aucun groupe d'État, la moindre juridiction sur nos affaires souveraines.

Le gouvernement de Cuba a proposé au gouvernement des Etats-Unis comme thèmes essentiels qu'il considère nécessaire d'aborder lors d'un éventuel processus de dialogue visant à améliorer les relations, la levée du blocus économique, commercial et financier ; l'exclusion de Cuba de la fausse liste de pays terroristes ; l'abrogation de la Loi d'Ajustement pour les Cubains et la politique « pieds secs/pieds mouillés » ; le dédommagement pour les dommages économiques et humains, la rétrocession du territoire occupé par la Base navale de Guantánamo ; la fin des agressions par des émissions de radio et de télévision depuis les Etats-Unis contre Cuba et l'arrêt du financement de la subversion intérieure.

La libération des Cinq antiterroristes cubains qui endurent, depuis onze ans, un injuste emprisonnement aux Etats-Unis, constitue un thème essentiel de cet agenda. Le Président Obama a les prérogatives constitutionnelles pour les mettre en liberté, comme un acte de justice et d'engagement de son gouvernement contre le terrorisme.

Nous avons proposé aux Etats-Unis, en plus d'entamer des conversations pour établir de la coopération en matière de lutte contre le trafique de stupéfiants et de personnes, le terrorisme, de protection environnementale et pour faire face aux désastres naturels.

Dans cet esprit, le gouvernement cubain a soutenu avec celui des Etats-Unis des conversations sur le thème migratoire et sur le rétablissement du service de courriel postal direct. Ces conversations ont été respectueuses et utiles.

Monsieur le Président,

Cuba joui de liens étendus et productifs dans toute la planète. A la seule exception des Etats-Unis, Cuba entretient des relations d'amitié avec tous les pays de cet hémisphère et reçoit la solidarité de la région.

Nous offrons de la coopération solidaire à des dizaines de pays d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Le notre est un pays stable, avec un peuple uni, cultivé et sain qui a largement démontré être capable de faire face, même soumis à un blocus, aux conséquences de la crise économique mondiale et aux effets du changement climatique, que pendant la dernière année ont coûté à l'économie nationale 20% de son Produit intérieur brut.

Cuba a les conditions pour affronter ses propres problèmes et les régler. Nous le faisons dans une société juste et équitable, qui repose sur ses propres efforts et qui a pu avancer et orienter son développement dans les conditions les plus adverses.

Nous sommes prêts à continuer de relever ces défis de façon impartiale et patiente, confiants sur le fait qu'aucun citoyen n'a été ni sera abandonné et avec la certitude que nous défendons une cause d'indépendance nationale et un projet socialiste qui comptent sur l'énorme soutient des Cubains.

Ceux qui essayent de mettre fin à la Révolution cubaine et de faire fléchir la volonté du peuple cubain sont victime de mirages. Le patriotisme, la justice sociale et la décision de défendre l'indépendance font partie de notre identité nationale.

Monsieur le Président,

L'Amérique latine et les Caraïbes connaissent une conjoncture dramatique qui se défini par la grave contradiction existante entre les grandes majorités, qui de conjoint avec les gouvernements progressistes et les larges mouvements sociaux réclament de la justice et de l'équité face aux oligarchies traditionnelles qui s'obstinent dans la préservation de leurs privilèges.

Le coup d'état au Honduras en est un reflet. Les putschistes et usurpateurs qui ont enlevé le président légitime de ce pays, violent la Constitution et répriment brutalement le peuple, comme à l'époque obscure des dictatures militaires soutenues par les Etats-Unis en Amérique latine.

Des centaines de milliers de personnes assassinées, disparues, torturées tourmentent la conscience de « Notre Amérique » face à l'impunité.

La raison pour laquelle l'avion utilisé pour enlever le Président constitutionnel a fait escale à la Base aérienne américaine de Palmerola est encore inconnue. La droite fasciste américaine qui symbolise Cheney soutient ouvertement et entretient le coup d'état.

Le Président José Manuel Zelaya doit reprendre l'exercice des ses fonctions constitutionnelles de façon pleine, immédiate et inconditionnelle.

Le droit inviolable de l'Ambassade du Brésil à Tegucigalpa doit être respecté. Le siège et l'agression de ses installations doivent prendre fin.
Le peuple hondurien résiste avec héroïcité et c'est à lui qui reviendra le dernier mot.

Ces faits coïncident avec l'intérêt renouvelé et agressif des Etats-Unis dans l'implantation de bases militaires en Amérique latine et dans la réactivation de la Quatrième Flotte, évidemment dans le but de mettre la région à la portée des troupes américaines en question de quelques heures seulement, de menacer les processus révolutionnaires et progressistes, en particulier, la Révolution bolivarienne de la République sœur du Venezuela et de s'assurer le contrôle du pétrole ainsi que d'autres ressources naturelles de la région.

Les calomnies et les mensonges forgés contre la République bolivarienne du Venezuela sont brutaux. Il faut rappeler que c'est ainsi que sont nées et ont eu lieu des agressions contre notre Patrie.

Plus répandue et claire sera la politique à l'égard de ce pays frère, plus nous contribuerons à la paix, l'indépendance et le développement des peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes.

L'Amérique latine et les Caraïbes peuvent avancer et dans une certaine mesure elles se dirigent vers des formes nouvelles et supérieures d'intégration. Elle dispose d'eau, de terres, de forêts, de ressources minérales et énergétiques supérieures à celles de toute autre région de la planète. Sa population dépasse les 570 millions d'habitants.

Le Groupe de Rio, le Sommet d'Amérique latine sur Intégration et Développement (CALC) et UNASUR sont des organismes crées en vertu des liens qui nous unissent.

L'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA-TCP) et le schéma de coopération de PETROCARIBE, sont les exemples les plus remarquables.

Monsieur le Président,

Les récents pronostics optimistes de façon modérée sur l'évaluation de la crise économique mondiale qui présagent un possible redressement économique en début de l'année prochaine, ne sont pas basés sur des données solides, et dans le meilleur des cas, ne représentent qu'un soulagement dans la chute connue par un groupe très restreint des économies les plus puissantes de la planète.

Personne ne devrait ignorer qu'il s'agit d'une crise inédite du système capitaliste qui comprend une crise alimentaire, énergétique, écologique, sociale et financière ; ni le danger que représente la combinaison inflation/dette, l'apparition d'autres bulles financières ou d'une deuxième chute.

Les pays en développement ne sont pas les responsables mais les victimes des conséquences d'un modèle de consommation irrationnel et insoutenable, de l'exploitation et la spéculation, de l'agression à l'environnement, de la corruption au sein des économies industrialisées.

Lorsque les débats ont lieu, le nombre de personnes affamées atteindra le chiffre record de 1,02 milliards en 2009, la sixième partie de la population mondiale. Cette année, 90 millions de personnes supplémentaires seront poussées à la pauvreté et 50 millions au chômage. Au cours de ces mois est prévu la mort de 400 mille enfants comme conséquence de la crise.

Les mesures adoptées ne sont que des palliatifs, qui préservent les grandes défaillances d'un système économique international injuste, exclusif et écologiquement insoutenable. Un dialogue international, large et inclusif s'avère nécessaire avec la participation de tous les pays en développement.

Il est nécessaire de rétablir un nouvel ordre économique international basé sur la solidarité, la justice, l'équité et le développement durable. L'architecture financière internationale doit être refondée. Aux Nations Unies, et en particulier, à cette Assemblée correspond le rôle principal dans cet effort.

Monsieur le Président,

Concluant sur ces propos, je souhaite réitérer le remerciement de Cuba pour la solidarité traditionnelle et inappréciable accordée par cette Assemblée dans son combat contre l'agression et le blocus. Aujourd´hui cette solidarité est toujours indispensable.

Comme l'a exprimé le Commandant en Chef Fidel Castro Ruz, dans ce même podium, voilà neuf ans: «Rien dans l'ordre économique et politique établi sert aux intérêts de l'humanité. Il ne tient plus. Il faut le changer. Il suffit de rappeler que nous sommes déjà plus de 6 milliards d'habitants dont 80 p. 100 est pauvre. Des maladies millénaires des pays du tiers monde comme la malaria, la tuberculose et d'autres aussi meurtrières n'ont pas été vaincues. Des nouvelles épidémies comme le SIDA menacent d'extinction des populations de nations entières, tandis que les pays riches placent des sommes fabuleuses sur des dépenses militaires et somptueuses et qu'un fléaux vorace des spéculateurs échangent des monnaies, des actions et d'autres valeurs réelles ou fictives pour des millions de millions de dollars chaque jour. La nature est détruite, les changements climatiques sont évidents, l'eau potable est polluée et raréfiée ; les sources d'alimentation humaine sont épuisées, les ressources vitales non renouvelables sont gaspillées en luxes et vanités... Le rêve de normes réellement justes et rationnelles régissant les destinées humaines, pour beaucoup de personnes semble impossible d'atteindre. Nous avons la conviction que lutter pour l'impossible doit être le mot d'ordre de cette institution qui nous convoque aujourd'hui ! »

En dépit de tout, la Révolution cubaine fête victorieuse et certaine son cinquantième anniversaire.

Je vous remercie.